



ACCROÎTRE L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES DÉFAVORISÉS

Les jeunes sont en situation vulnérable sur le marché du travail, nombre d'entre eux n'ayant pas les compétences, l'expérience professionnelle, les capacités de recherche d'emploi et les ressources financières pour trouver un emploi.

La crise économique mondiale a engendré des difficultés encore plus grandes pour les jeunes. Ils doivent arrêter prématurément leurs études, leurs moyens de subsistance s'amenuisent en raison des graves problèmes financiers, et beaucoup s'aperçoivent que le seul emploi qu'ils puissent trouver est assorti de conditions de travail dangereuses et mal rémunéré. Ils subissent plus que les autres les conséquences négatives de l'accroissement des inégalités et de la baisse de l'activité.

La présente note est consacrée à l'examen des moyens d'améliorer les chances des jeunes femmes et des jeunes hommes déjà défavorisés par les circonstances de pénétrer ou de revenir sur le marché du travail.

Quel est l'enjeu? Perspectives de l'emploi pour les jeunes d'aujourd'hui

Les jeunes représentent 25 pour cent de la population mondiale en âge de travailler; or, la part du chômage total qu'ils détiennent s'élève à 40 pour cent. Les jeunes ont presque trois fois plus de chances d'être au chômage que les adultes. Beaucoup de ceux qui ont effectivement un emploi ont de longues journées de travail, dans le cadre de contrats de courte durée et/ou informels, sont mal rémunérés et bénéficient d'une faible protection sociale, quand celle-ci existe.

Que faut-il entendre par «défavorisé»?

Le fait d'être défavorisé ne renvoie pas seulement à des facteurs économiques, comme la pauvreté du revenu ou le manque d'expérience sur le marché du travail formel et la mauvaise connaissance de celui-ci, mais aussi à des facteurs sociaux comme le sexe, la race, l'origine ethnique ou la condition de migrant, et l'isolement géographique qui va de pair avec le manque d'accès à une éducation et à des possibilités d'emploi de qualité.

Les jeunes défavorisés courent plus de risques d'être marginalisés et exclus de la société que les autres jeunes. Les chiffres récents montrent que la cohorte des jeunes âgés de 15 à 24 ans court plus de risques d'être dans la pauvreté au travail que les adultes. Les jeunes défavorisés qui n'ont pas reçu d'éducation élémentaire ont souvent énormément de mal à surmonter un échec dans leur première tentative pour pénétrer sur le marché du travail, et cette expérience peut avoir des effets durables.

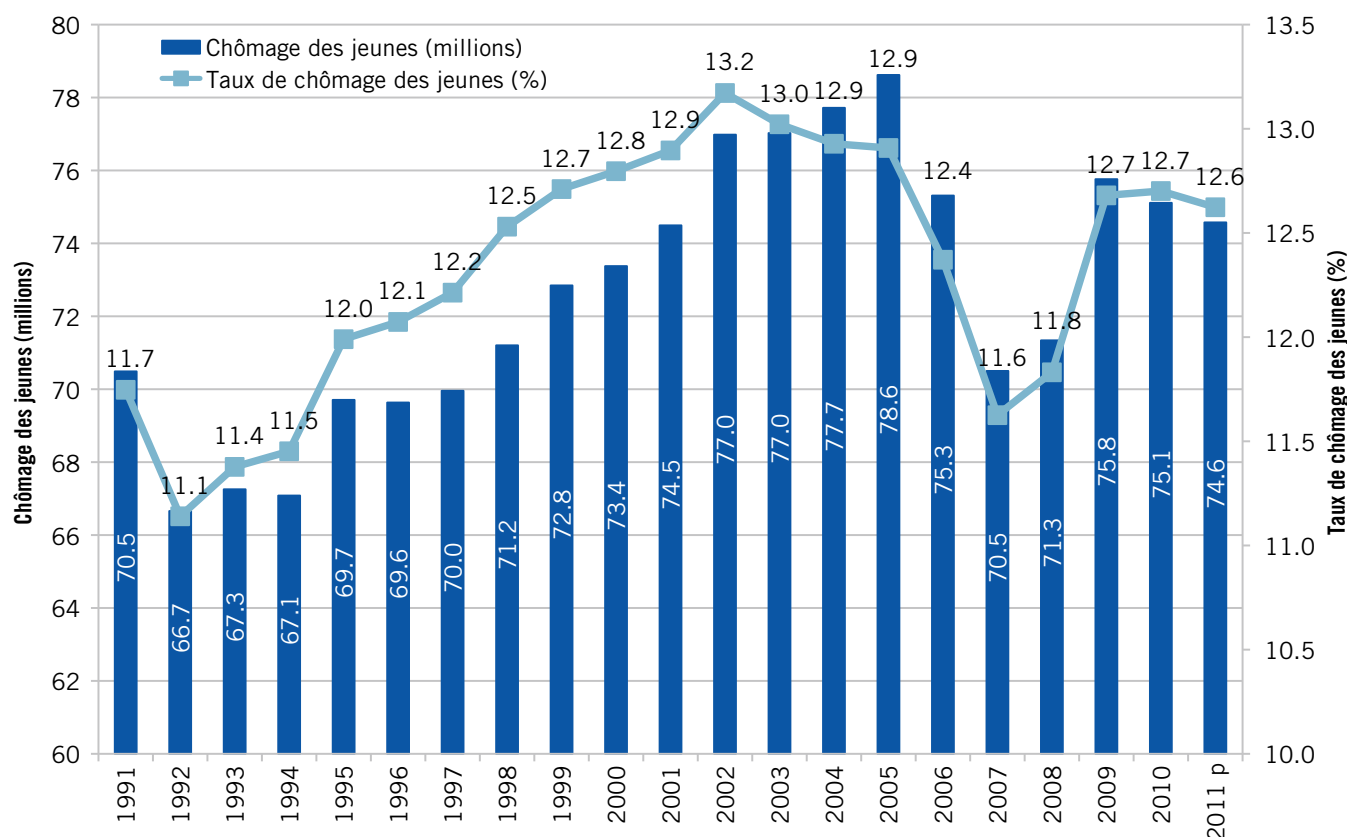
L'impact de la crise économique mondiale

Les jeunes du monde entier ont été particulièrement touchés par la crise financière et économique qui a commencé en 2007. La demande de main-d'œuvre a baissé, certains secteurs connaissant des pertes d'emplois de grande envergure, tandis que le chômage et le sous-emploi s'accroissaient et que les salaires subissaient des pressions à la baisse. Les petites et moyennes entreprises (PME) ont beaucoup souffert; l'économie informelle s'est développée; la migration de retour a augmenté. Dans ces conditions, il y a un risque réel que les jeunes qui ne restent pas attachés au marché du travail, ou bien à des études ou encore à une formation, se retrouvent pris au piège du chômage ou du sous-emploi de longue durée.

Le nombre de jeunes chômeurs a augmenté de 6,6 millions d'individus entre 2008 et 2009, soit la plus forte augmentation en glissement annuel sur au moins une décennie. Ceux qui cherchent un emploi pour la première fois ont de fortes probabilités de se trouver nettement défavorisés lorsqu'ils entrent

en concurrence avec un nombre croissant de demandeurs plus expérimentés pour des possibilités d'emploi de plus en plus rares. Les jeunes qui sont déjà sur le marché du travail dans des emplois temporaires sont confrontés à de sombres perspectives à court terme car ils sont parmi les premiers à perdre leur emploi. Les jeunes peu qualifiés, qui devaient surmonter

Figure 1. Chômage et taux de chômage des jeunes au niveau mondial, 1991-2011



Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, sept. 2011; Tendances mondiales de l'emploi des jeunes : édition 2011.

des obstacles multiples pour trouver du travail avant la crise, courent désormais un risque particulièrement élevé de se retrouver inactifs et exclus sur de longues périodes.

Risques de chômage et de sous-emploi

Les jeunes qui restent au chômage ou en sous-emploi sur de longues périodes sont plus susceptibles de se retrouver au chômage ou en sous-emploi, économiquement exclus et écartés du marché du travail une fois parvenus à l'âge adulte. L'un des meilleurs critères pour prévoir le risque de chômage futur d'un individu est son expérience passée du chômage.

N'ayant que peu de sécurité financière, les jeunes travailleurs ne sont pas en mesure d'attendre

la fin d'une période de fléchissement de l'économie, et c'est pourquoi ils prennent souvent n'importe quel emploi offert, même s'il est moins bien rémunéré qu'un emploi correspondant à leur niveau de compétences. La perte de capital humain qui en résulte est l'un des principaux facteurs contribuant aux effets négatifs à long terme des récessions sur les salaires des jeunes travailleurs. Elle grève lourdement le potentiel du marché du travail, l'abaissement des rémunérations entraînant une baisse de la production et de la productivité et le déplacement des travailleurs moins formés.

Dans les mêmes conditions de récession, beaucoup de travailleurs plus âgés choisissent de retarder leur départ à la retraite et continuent de travailler ou reprennent du travail parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de prendre leur retraite, ce

Qu'est-ce que la pauvreté au travail?

Selon la définition qu'en donne le BIT, le taux de pauvreté au travail est la part des travailleurs vivant dans des foyers où les dépenses par tête sont inférieures au seuil de pauvreté fixé à 1,25 \$ par jour. Parmi les jeunes (15-24 ans), les taux de pauvreté au travail sont supérieurs au taux correspondant pour les adultes (25 ans et +).

qui réduit encore les possibilités d'emploi pour ceux qui arrivent sur le marché du travail.

Coûts du chômage/sous-emploi des jeunes – et avantages procurés par sa diminution

Les coûts du chômage et du sous-emploi des jeunes sont élevés – individuellement, socialement et économiquement. Les coûts sociaux et économiques ne se mesurent pas seulement en termes de revenu, ils incluent la perte de production, l'érosion des compétences, la baisse des niveaux d'activité et l'accroissement des divisions sociales. La perte de productivité s'amplifie tout au long de la vie active de l'individu, ce qui représente une perte considérable de capital humain. Le chômage sape la stabilité des communautés et menace la cohésion sociale. Pour les individus, le chômage de longue durée peut se traduire par un niveau de vie de subsistance, une perte d'autonomie personnelle, de la frustration, de la colère et/ou une piètre estime de soi.

L'augmentation de l'investissement dans l'éducation et la formation et la hausse des niveaux atteints qui en résulte engendrent une augmentation de la productivité et de la richesse. L'éducation et la formation accroissent le pouvoir novateur de l'économie; l'amélioration de la connaissance des nouvelles technologies ainsi que des nouveaux produits et procédés favorise la croissance, ce qui facilite la diffusion et la transmission des connaissances.

«L'éducation, la formation professionnelle, les compétences de base – notamment la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul – les services du marché du travail, l'expérience professionnelle et la connaissance des droits au travail, et de la santé et de la sécurité au travail sont autant d'éléments essentiels d'une politique globale destinée à améliorer l'employabilité des jeunes.» *Conclusions sur la promotion de voies d'accès à un travail décent pour les jeunes*, CIT, 93^e session, 2005, paragraphe 33

programmes d'enseignement supérieur et des programmes de formation professionnelle; des organisations locales; des écoles qui ont des programmes de formation en parallèle à l'enseignement; des organisations non gouvernementales; et des employeurs qui ont leurs propres programmes de formation interne.

Message 3: Ne perdez pas de vue les résultats en matière d'éducation et de formation

Une éducation et une formation de qualité sont essentielles pour permettre aux individus d'acquérir les compétences qui sont nécessaires non seulement sur le marché du travail, mais aussi pour l'inclusion sociale et la citoyenneté active.

Message 4: Les interventions ciblées sont sous-évaluées

Des programmes actifs de formation pour l'insertion sur le marché du travail à l'intention des jeunes défavorisés ont été de plus en plus utilisés avec de bons résultats à court, moyen et long terme.

Message 5: La formation à elle seule n'est pas suffisante

Pour donner aux jeunes toutes leurs chances sur le marché du travail, il faut que l'éducation et la formation intègrent des approches innovantes de l'acquisition des compétences qui conjuguent une formation

et des possibilités de se procurer un emploi et un revenu. Les services de soutien, notamment l'alphabétisation et les cours de rattrapage, la formation professionnelle et la préparation à l'emploi, l'aide à la recherche d'emploi, ainsi que l'orientation professionnelle, peuvent aussi aider les jeunes à se frayer un chemin vers la vie professionnelle.

Difficultés d'ordre politique: certains messages essentiels

Message 1: Un bon départ est essentiel

Il faut que les jeunes aient terminé le cycle d'enseignement élémentaire, qui est essentiel pour suivre une formation des compétences plus poussée et avoir des perspectives d'obtenir un emploi décent.

Message 2: Diversifiez les possibilités de formation et développez vos contacts

Il existe tout un éventail de fournisseurs de services de formation dont il faut examiner le potentiel. Il s'agit notamment des établissements publics gérés par l'État; des établissements privés à but lucratif; des établissements qui offrent à la fois des

«Les Membres devraient... assurer la pertinence et le maintien de la qualité constante des programmes d'éducation et de formation préalable à l'emploi.» Recommandation (n° 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004, paragraphe 8 e)

Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique? Les priorités pour l'action

Il faut que les stratégies visant à améliorer les chances de trouver un emploi offertes aux jeunes défavorisés prennent en compte les conditions propres à chaque pays et les difficultés d'ordre général mentionnées plus haut.

Priorité 1: Retarder la sortie de l'éducation formelle

Une étude de l'OCDE (2009) a établi que les jeunes n'ayant pas suivi d'études secondaires sont plus susceptibles de connaître le chômage. Il importe donc d'empêcher les élèves d'abandonner précocement leurs études.

Environ 71 millions d'adolescents (définis comme ceux qui sont en âge de suivre le premier cycle de l'enseignement secondaire), dont 54 pour cent étaient des filles, n'étaient pas scolarisés en 2007 car ils n'avaient pas terminé leurs études primaires ou bien n'avaient pas pu passer au premier cycle de l'enseignement secondaire. Pour beaucoup d'adolescents, le système éducatif n'est pas assez flexible pour s'adapter à leurs besoins: soit la qualité de leur éducation élémentaire est insuffisante pour leur permettre de passer au cycle suivant, soit ils n'en ont tout simplement pas les moyens.

Les politiques qui appuient le développement d'une scolarité primaire et secondaire de qualité sont essentielles. Il faut des mesures de protection sociale améliorées pour atténuer les effets négatifs de la pauvreté sur l'éducation en aidant les ménages pauvres à s'assurer des moyens de subsistance adéquats sans que l'éducation en pâtisse.

Il est nécessaire d'avoir des informations détaillées en temps utile pour identifier les jeunes qui risquent de décrocher et nouer des contacts avec eux. Pour cela, il faut une meilleure coopération entre les services d'emploi et le système éducatif.

Les allocations monétaires ou sous forme de denrées alimentaires pour les ménages pauvres peuvent atténuer l'impact à court terme d'une crise du revenu ainsi que ses effets négatifs à long terme, y compris le décrochage scolaire des enfants. Si l'on y consacre suffisamment de temps et de ressources financières et que l'on met en place un cadre institutionnel, ces programmes modulés en fonction des ressources peuvent donner des résultats positifs: Des pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Costa Rica et le Mexique ont obtenu une meilleure assiduité des jeunes pauvres au moyen de programmes d'allocations monétaires.

Pour faire en sorte qu'un plus grand nombre de jeunes aient accès à l'éducation formelle dans un grand nombre de zones éloignées, on fait appel à des stratégies fondées sur l'apprentissage à distance qui conjuguent l'utilisation de documents imprimés, le téléenseignement et des cours classiques. En adaptant la documentation pédagogique imprimée, on peut accélérer la mise en œuvre de ces programmes tout en réduisant leurs coûts. En investissant davantage dans la technologie, il est possible de transformer un centre didactique élémentaire en un mécanisme efficace pour donner accès à l'information.

Les taux de fréquentation scolaire et d'alphabétisme ont beau augmenter et l'écart entre les sexes se resserrer dans la plupart des pays, environ 125 millions de jeunes n'ont pas les compétences de base en matière de lecture, d'écriture et de

calcul nécessaires dans la vie quotidienne. Un grand nombre d'entre eux sortent du système scolaire sans posséder ces capacités élémentaires, ce qui fait qu'ils ont du mal à obtenir les compétences techniques nécessaires pour participer à la concurrence sur le marché du travail - et aussi à se procurer des moyens de subsistance durables, pour bien comprendre les éléments d'un mode de vie sain ou pour s'adapter aux systèmes des entreprises et aux règles de droit (UNESCO, 2010).

Dans beaucoup de pays en développement, les écoles sont en mauvais état et il y a pénurie d'enseignants. Pour créer un bon environnement d'apprentissage pour tous les enfants d'ici à 2015, il faut que les pays les plus pauvres recrutent à peu près

Encadré 1. Donne une seconde chance

Pour ceux qui ont abandonné précocement leurs études ou qui n'en ont jamais fait, une seconde chance d'accéder à l'éducation formelle pourrait offrir la possibilité d'acquérir des connaissances et compétences de base. Les outils qui sont les plus susceptibles d'être efficaces à cet égard sont les programmes qui suscitent l'intérêt des adolescents en proposant des cours pratiques, des emplois du temps flexibles et des méthodes didactiques moins formelles.

Pour améliorer l'efficacité par rapport aux coûts des initiatives visant à donner une seconde chance aux jeunes, il faut que les programmes ciblent les pauvres, en particulier les filles. Si l'on accroît d'un point de pourcentage la proportion des jeunes femmes ayant fait des études secondaires, on peut stimuler la croissance du revenu annuel par tête de 0,3 pour cent en moyenne, selon une étude portant sur 100 pays réalisée par la Banque mondiale. Une année de scolarisation supplémentaire au-delà de la moyenne pour les filles entraîne une augmentation de 10 à 20 pour cent des salaires que les femmes toucheront au bout du compte.

Les avantages de la scolarisation des filles et des jeunes femmes aux plans social, sanitaire et économique sont nombreux : l'âge du mariage est repoussé, les taux de violences conjugales sont abaissés, ainsi que la mortalité infantile grâce à des comportements sains et à la diminution du risque lié au VIH. En offrant une seconde chance de faire des études secondaires conjointement avec des programmes destinés à favoriser le développement des jeunes enfants, on pourrait encourager les mères encore adolescentes à participer et à répondre aux besoins de leurs enfants en matière de développement.

1,9 million d'instituteurs supplémentaires, dont 1,2 million en Afrique subsaharienne. Il est également capital que l'affectation des enseignants se fasse d'une manière plus équitable; trop souvent, c'est dans les régions les plus pauvres et les écoles les plus défavorisées que les enseignants sont les moins nombreux et les moins qualifiés. Plusieurs pays ont mis en place des programmes ciblant les écoles qui sont situées dans les communautés défavorisées. Les gouvernements peuvent aussi élever les niveaux en établissant une surveillance constante et en procédant à des évaluations des capacités de lecture chez les plus jeunes.

Priorité 2: Renforcer le lien entre les systèmes d'éducation et de formation et le monde du travail

Face à la diversité des besoins des jeunes en matière d'apprentissage, il faut que l'ensemble des établissements de formation officiels offrent une gamme de formations tout aussi diversifiée. Il peut s'agir des établissements publics gérés par l'État; des établissements privés à but lucratif; des établissements à double vocation qui offrent en parallèle des programmes d'enseignement supérieur et un enseignement et une formation techniques et professionnels (EFTP); des organisations locales; des écoles qui ont des programmes de formation destinés à aider les élèves à chercher un emploi quand ils arrêtent leurs études; des organisations non gouvernementales; et des employeurs qui ont leurs propres programmes de formation interne et peuvent décerner des qualifications à leurs employés.

L'EFTP peut offrir une combinaison de formation et d'expérience de travail qui plaît à beaucoup de jeunes et aussi d'employeurs. Il faut que l'EFTP soit bien coordonné et réglementé pour correspondre à la diversité des situations aux plans géographique et économique et à celui de la répartition hommes-femmes et répondre aux besoins des entreprises. Dans beaucoup de pays, il est nécessaire d'une part de réaliser que le public à une image médiocre de l'EFTP, que les mécanismes de surveillance et d'évaluation sont insuffisants, de même que le financement, que la gestion est mauvaise et mal adaptée aux structures organisationnelles, et d'autre part de corriger ces insuffisances.

Les pays adaptent leur approche de l'EFTP pour qu'il soit utile dans les circonstances économiques qui émergent actuellement. Les systèmes d'EFTP répondent aussi aux besoins des jeunes déjà sur le marché du travail qui souhaitent se former pour améliorer leur carrière ou leurs perspectives d'emploi en cas, ou en raison, de licenciements.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont un rôle capital à jouer pour établir des passerelles entre l'environnement d'apprentissage de l'EFTP et le monde du travail. En raison du champ de plus en plus vaste couvert par Internet et la téléphonie mobile ainsi que de la baisse des coûts du matériel, l'intégration des TIC dans l'EFTP devient

Encadré 2. Faits nouveaux en matière d'EFTP en Chine et au Viet Nam

En Chine, les «écoles pour travailleurs qualifiés», qui constituent un socle complet en matière de formation professionnelle, offrent des cours de longue et de courte durée. À la fin de 2008, il y avait environ 3075 écoles pour travailleurs qualifiés (dont 50 écoles pour techniciens et 485 écoles pour travailleurs qualifiés confirmés) dans tout le pays, et près de 400 millions d'élèves inscrits. Après avoir étudié et suivi une formation pratique, près de 95 pour cent des élèves trouvent un emploi.

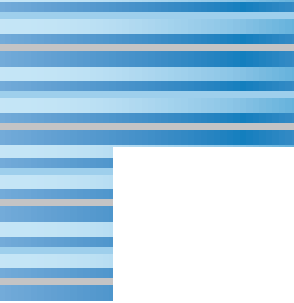
Le Viet Nam diversifie sa formation professionnelle pour inclure une formation à temps plein et régulière; une formation mobile; une formation en entreprise; et des villages à vocation professionnelle traditionnels. Il développe aussi les contacts avec certains groupes ciblés comme les agriculteurs qui ont perdu leurs terres et les minorités ethniques.

envisageable. Les systèmes de formation devraient exploiter les possibilités de déploiement efficace des TIC pour moderniser leurs programmes d'EFTP, accroître la pertinence des compétences conférées et développer la capacité des établissements en termes d'inscriptions.

Les dispositifs d'apprentissage et de formation sur le tas conjuguent aussi la formation et l'expérience pratique. Les structures et les systèmes d'apprentissage varient dans les pays développés et en développement et d'une catégorie à l'autre.

Dans plusieurs pays développés, les dispositifs formels d'apprentissage et de formation sur le tas ont été renforcés. Des incitations sont offertes aux employeurs pour qu'ils prennent des apprentis et les conservent. Les entreprises sont encouragées à embaucher dans le cadre de contrats conjuguant formation et expérience de travail, à convertir placements temporaires en contrats de travail de durée indéterminée ou à offrir aux jeunes défavorisés des possibilités de formation complémentaire et d'emploi débouchant sur une qualification.

Dans beaucoup de pays, l'EFTP est une option qui n'est offerte qu'à une petite minorité de jeunes. Cette fois, les postes d'apprentissage dans l'économie informelle offrent à un bien plus grand nombre de jeunes la possibilité d'apprendre un métier et de pénétrer dans le monde du travail. Dans beaucoup de pays en développement, les stages d'apprentissage informels ou traditionnels constituent le moyen le plus important de fournir des compétences pour le marché du travail essentiellement informel, qui dépasse largement la production des établissements d'enseignement et de formation formels.



Les inconvénients des postes d'apprentissage informels sont largement reconnus, cependant pour un grand nombre de ceux qui grandissent dans l'économie informelle, ils peuvent représenter la première, et souvent unique, option disponible. Il faut déployer des efforts pour améliorer le système et le développer pour atteindre un plus grand nombre de jeunes, notamment en:

- complétant l'apprentissage sur le lieu de travail par un apprentissage institutionnel plus structuré;
- améliorant les compétences des patrons artisans, par ex. en leur présentant des technologies modernes;
- impliquant les associations professionnelles et les organisations du travail, surtout celles qui représentent l'économie informelle;
- mettant en place des contrats et une certification normalisés;
- incluant une formation à la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul et des compétences sources de revenu;
- renforçant l'implication de la communauté, en particulier en vue d'accroître les possibilités offertes aux jeunes femmes.

Priorité 3: Procéder à des interventions ciblées

Les programmes actifs de formation pour l'insertion sur le marché du travail sont de plus en plus utilisés pour cibler les jeunes défavorisés en offrant un ensemble de services d'appui, y compris des cours d'alphabétisation et des cours de rattrapage, une formation professionnelle et une préparation à l'emploi, une aide en matière de recherche d'emploi, et une orientation professionnelle.

Les jeunes qui suivent à la fois des cours et une formation dans un lieu de travail ont une probabilité d'obtenir un emploi supérieure de 30 pour cent par rapport à ceux qui ont simplement suivi une formation scolaire; mais ceux qui participent aux programmes qui conjuguent ces deux types de formation ainsi que d'autres services ont une probabilité de trouver un travail supérieure de 53 pour cent par rapport à ceux qui n'ont suivi qu'une formation scolaire (Fares et Puerto, 2009).

Il faut que les programmes ciblent les zones urbaines et les zones rurales. À ce jour, les programmes actifs de formation pour l'insertion sur le marché du travail ont été plus axés sur les milieux urbains, malgré les besoins pressants des adolescents vivant en milieu rural en ce qui concerne l'accès à un enseignement et une formation qui leur donnent une deuxième chance d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour gagner leur vie (en particulier dans l'agriculture et les services).

La discrimination qui vise les jeunes est souvent aggravée par une discrimination fondée sur le sexe, l'ethnicité, le statut

Encadré 3. Amélioration de l'apprentissage en Australie, au Canada et en France

L'Australie a augmenté le financement de la formation préalable à l'apprentissage et a développé la formation à l'emploi au moyen du Programme «Productivity Places», qui offrira des possibilités à 711 000 nouveaux venus sur cinq ans. La France a décidé d'offrir des postes d'apprentis et d'autres dispositifs de formation à un demi-million de jeunes en 2010.

Le programme d'allocations pour inciter à l'apprentissage au Canada est conçu pour encourager un plus grand nombre d'apprentis à compléter leur formation dans un métier marqué du «sceau rouge». Le Programme des normes internationales «sceau rouge» représente une norme d'excellence nationale en matière de formation professionnelle et est très apprécié des employeurs. Le programme couvre 50 métiers qualifiés, représentant environ 88 pour cent des apprentis immatriculés au Canada et une portion considérable de la main-d'œuvre des métiers.

Le plan français comporte une exemption des charges de sécurité sociale d'une année pour les entreprises qui ont recruté de jeunes apprentis au plus tard à la fin du premier semestre de 2010. Les petites entreprises, où se déroulent une grande partie des périodes d'apprentissage, reçoivent une subvention additionnelle.

socio-économique, le handicap et le statut de migrant ou de réfugié. À ce jour, les pratiques discriminatoires ont été surtout contrecarrées par des mesures d'action positive. Cependant, les programmes qui tiennent compte de l'hétérogénéité des jeunes hommes et des jeunes femmes et qui ciblent les interventions en fonction des besoins particuliers des individus donnent de meilleurs résultats.

Les programmes actifs de formation pour l'insertion sur le marché du travail ne devraient pas être considérés comme des instruments remplaçant les programmes et services efficaces fournis par les établissements d'enseignement et de formation nationaux et les services d'emploi.

Les éléments d'information montrent que les programmes qui conjuguent l'apprentissage et l'acquisition, le développement et la compréhension de la valeur de l'épargne et de l'investissement pour maximiser les avantages donnent de meilleurs résultats que ceux qui sont uniquement axés sur l'apprentissage. Il faut donc tout un éventail de possibilités de formation

Encadré 4. Les programmes Jóvenes en Amérique latine

En Amérique latine, le programme chilien Joven, qui conjugue éducation, formation à l'emploi en fonction de la demande et stages, a été mis en place au début des années 1990 pour contrer les effets négatifs du fléchissement économique de la décennie précédente sur les jeunes. Depuis, des programmes Jóvenes du même type ont été mis en place, avec certaines variantes, en Argentine, en Colombie, en Haïti, au Panama, au Paraguay, au Pérou, en République dominicaine, en Uruguay et au Venezuela. Tous sont conçus pour prendre en compte les contraintes qui pèsent sur les jeunes issus de familles pauvres n'ayant pas été beaucoup scolarisés lorsqu'il s'agit de pénétrer sur le marché du travail.

Les effets sur l'emploi des programmes latino-américains sont généralement positifs, surtout pour ce qui est d'améliorer l'embauche dans des emplois formels ou dans des emplois assortis d'avantages autres que salariaux. Ces avantages varient selon les groupes de jeunes: les effets les plus marqués sur la rémunération, l'emploi et la probabilité d'accéder à l'emploi formel dans le cadre du programme chilien concernent ceux qui ont moins de 21 ans; des effets positifs considérables sur l'emploi et la rémunération pour les femmes ont été constatés dans le programme péruvien Projovent, le programme panaméen ProCaJoven et le programme colombien Jóvenes en Acción.

pour offrir aux jeunes une aide à l'acquisition des compétences de travail fondamentales et à la recherche d'un emploi, des conseils et des informations, et des incitations financières pour les employeurs, comme les subventions salariales.

Les études récemment menées sur les programmes actifs de formation pour l'insertion des jeunes sur le marché du travail varient dans leurs conclusions. Selon l'inventaire des *Interventions d'appui à l'emploi des jeunes travailleurs* fait par la Banque mondiale, ces programmes sont plus susceptibles d'aider les jeunes sur le marché du travail dans les pays en développement et les pays en transition que les programmes équivalents dans les pays industrialisés. L'analyse conclut que les interventions axées sur les jeunes défavorisés sont aussi efficaces, si ce n'est plus, que les programmes sans orientation particulière.

Les programmes qui partent du principe que les «jeunes» constituent une catégorie homogène ne prennent pas en compte les obstacles spécifiques auxquels sont confrontés certains groupes de jeunes femmes et de jeunes hommes. Pour être très efficaces, les programmes actifs de formation pour l'insertion sur le marché du travail doivent cibler directement les individus défavorisés. L'établissement de profils est un moyen valable d'élaborer des mécanismes de ciblage efficaces. Les variables les plus couramment utilisées par les modèles de profilage pour calculer les risques sont: l'âge et le sexe; le niveau d'études; l'emplacement géographique; la situation familiale et le revenu; le handicap/l'état de santé; l'historique de chômage; et l'accès aux moyens de transport.

Les évaluations des programmes actifs de formation pour l'insertion sur le marché du travail sont généralement axées sur les résultats à court terme comme la pénétration sur le marché du travail et la rémunération, et ne tiennent pas compte des incidences de l'emploi à moyen et long terme telles que les avantages sociaux et les gains économiques connexes. Il s'agit d'une grave lacune. La pauvreté intergénérationnelle, les coûts sociaux et économiques du chômage, et la stigmatisation liée à la condition de chômeur font que ces investissements relatifs à l'employabilité des jeunes sont essentiels.

Dans le contexte de la crise économique mondiale depuis 2007, des offres globales de services de formation, d'aide à la recherche d'emploi et de placement ont été mises en place ou développées dans des pays comme l'Allemagne, l'Argentine, les États-Unis, la Grèce, la Hongrie, les Pays-Bas, le Pérou et le Royaume-Uni. Le Pérou, par exemple, a étendu le champ d'application de son programme de formation Projovent destiné aux jeunes défavorisés, le Royaume-Uni a établi le programme Flexible New Deal à l'intention des jeunes défavorisés qui fait intervenir des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, et les États-Unis ont augmenté le financement de Job Corps, un programme en régime d'internat pour les jeunes coupés de la société. Quelques pays adoptent une approche fondée sur des obligations mutuelles dans le cadre de dispositifs de soutien du revenu. L'Australie, par exemple, a établi une nouvelle exigence, à savoir que les jeunes chômeurs soient inscrits à une école ou à une formation à plein temps pour recevoir des prestations. Aux Pays-Bas, les jeunes qui sollicitent une aide sociale se voient offrir la possibilité de travailler, de se former, ou une combinaison des deux, comme condition pour recevoir l'allocation monétaire.

Ressources principales du BIT

Bureau international du Travail (BIT), 2011, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes: Édition 2011*, (Genève).
—, 2010. *Une main-d'œuvre qualifiée pour une croissance forte, durable et équilibrée. Une stratégie de formation du G-20* (BIT, Genève).
—, 2010. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes: août 2010* (Genève).
—, 2008. *Conclusions sur les compétences en vue de stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement, Conférence internationale du Travail, 97e session* (BIT, Genève).
—, 2005. *Conclusions sur la promotion de voies d'accès à un travail décent pour les jeunes, Conférence internationale du Travail, 93e session, 2005* (BIT, Genève).
—, 2004. *Recommandation (n° 195) sur la mise en valeur des ressources humaines*, (BIT, Genève).

Autres ouvrages de référence

Fares, J.; Puerto, O.S. 2009. *Towards comprehensive training, SP Discussion Paper No. 0924* (Washington, Banque mondiale).

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2009. *Faire face à la crise de l'emploi: les réponses des politiques sociales et de l'emploi*, Document d'information présenté à la Réunion ministérielle de l'OCDE sur le travail et l'emploi, Paris, 28-29 septembre.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 2010. *Atteindre les marginalisés, EPT (Éducation pour tous), Rapport mondial de suivi 2010* (Paris).

Informations complémentaires

Département des compétences et de l'employabilité

Secteur de l'emploi
Bureau international du Travail
4, route des Morillons
CH-1211 Genève 22, Suisse
Tel.: +41 22 799 7512
Fax: +41 22 799 6310

www.ilo.org/skills